Le Conseil,

Vu le rapport du 8 octobre 1997, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

L'Institut de prévention et de gestion des risques urbains a pour objet de fournir aux collectivités territoriales les moyens d'étudier, de gérer et de traiter les différents risques liés à la vie moderne, au développement urbain et aux progrès technologiques industriels et commerciaux.

Aujourd'hui, le développement de l'ampleur des risques, notamment des risques technologiques, comme le souci grandissant de sécurité manifesté par la population face aux risques naturels, confèrent une importance accrue à la prévention comme à la gestion des risques collectifs.

L'Institut de prévention et de gestion des risques urbains, dont le siège se trouve à Marseille :

- constitue un lieu de rencontres, d'échanges, de formation et d'information pour les partenaires publics et privés intervenant dans les différents risques, plus particulièrement ceux qui peuvent impliquer l'entreprise et la ville ;

- permet aux décideurs de mieux connaître les risques donc la mise en oeuvre des moyens pour en diminuer les possibilités de surveillance et en limiter les conséquences vis-à-vis des personnes et des biens et ce, au mieux des intérêts collectifs ;

- favorise, d'une manière générale, toute initiative visant à améliorer les conditions de sécurité collective de l'homme dans sa vie quotidienne.

La mission écologie de la communauté urbaine de Lyon, chargée de la prise en compte des risques dans la politique d'agglomération, a de fréquents contacts avec l'Institut de prévention et de gestion des risques urbains. Au mois de décembre 1997 et à la demande de monsieur Philippe Berger, adjoint au maire de Marseille, une journée de présentation sera organisée à l'hôtel de Communauté à l'attention des membres de l'Institut de prévention et de gestion des risques urbains.

Cette journée a pour but de présenter la politique de la Communauté urbaine et les moyens mis en oeuvre dans le domaine de la prévention des risques naturels.

Afin de favoriser la collaboration entre les collectivités, l'adhésion de la Communauté urbaine à l'IPGR est fortement souhaitable. La cotisation annuelle est de 5 520 F ;

B - Propose d'accepter l'adhésion de la Communauté urbaine à cette association et de participer à son fonctionnement par le paiement d'une cotisation annuelle de 5 520 F, enfin de fixer l'imputation de la dépense ;

Vu le présent dossier ;

Où l'avis de ses commissions environnement, propreté, eau et assainissement et finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Accepte l'adhésion de la Communauté urbaine à cette association et de participer à son fonctionnement par le paiement d'une cotisation annuelle de 5 520 F.

2° - La dépense correspondante sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal de la Communauté urbaine - exercices 1997 et suivants - compte 657 480 - fonction 70.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,

le président,
pour le président,